

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 31

Bulletin d'information de la **CNGR**
 Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

NON A LA PRIVATISATION DES AUTOROUTES

Déclaration commune de : Les Alternatifs, Alternative Citoyenne (IDF), Coordination Nationale de la Gauche Républicaine, Mouvement Républicain et Citoyen, MARS, Parti Communiste Français, Parti Radical de Gauche (voir texte page 2)

AU TOUR D'EDF

La cession au privé de 15% du capital d'EDF sonne le glas du service public de l'électricité. Car même si l'Etat reste majoritaire, c'est la logique de la rentabilité financière qui prévaudra afin de donner satisfaction aux futurs actionnaires. Cette vente des actifs d'EDF porte préjudice aux consommateurs, dont la facture va inévitablement augmenter ; elle est aussi contraire aux intérêts de notre pays, car l'énergie est un secteur stratégique dont les impératifs à long terme ne sont pas compatibles avec les exigences boursières. C'est pourquoi les partis de gauche et les syndicats préparent la riposte à ce nouveau mauvais coup du gouvernement Villepin. La CNGR participera activement à cette mobilisation. Notre organisation est co-signataire de l'appel à manifester le 19 novembre à 13h30, de la place d'Italie à l'Assemblée Nationale, pour la défense et le développement des services publics (nous reviendrons sur cette initiative dans le prochain Combat Républicain).

2000 MORTS AMERICAINS EN IRAK

Tel est le décompte macabre des pertes de l'armée US depuis le début de la guerre, tandis que les victimes irakiennes se chiffrent en centaines de milliers. L'opinion publique américaine bascule, plus de 50% des personnes interrogées se prononçant pour le retrait des troupes d'occupation. Dans le même temps, le vice-président Dick Cheney est publiquement mis sur la sellette pour son rôle dans la divulgation à la presse de l'identité d'une fonctionnaire de la CIA, dont « le tort » était d'avoir un mari ambassadeur qui avait émis des doutes quant à la possession d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein. Voilà une affaire au parfum de Watergate.

MALGRE LES HESITATIONS DU PS, LA GAUCHE PEUT FAIRE ECHOUER LE PROJET DE PRIVATISATION DES AUTOROUTES

Un entretien avec André Deluchat, coprésident de la CNGR.

La CNGR a pris l'initiative de proposer aux partis de gauche une déclaration commune pour rejeter la privatisation des autoroutes. Pourquoi intervenir sur ce dossier-là ?

Parce qu'il est d'actualité et qu'il est encore possible de faire barrage au mauvais coup du gouvernement. La privatisation des autoroutes est une illustration presque caricaturale de la politique néo-libérale. La droite privatise parce qu'elle est acquise aux objectifs du Medef : liquider la propriété publique, ouvrir de nouveaux champs d'accumulation pour le capital financier. La privatisation des autoroutes est une véritable escroquerie, puisque c'est l'Etat qui a investi dans la construction des infrastructures et maintenant des capitaux privés sont conviées à empocher les bénéfices colossaux de cet effort de toute la nation. *Le gouvernement prétend privatiser les autoroutes pour alléger la dette publique ?*

C'est une autre supercherie : la dette de l'Etat s'élève à 1 070 milliards d'euros, alors que les services de Bercy ont établi la valeur des sociétés autoroutières à 10 ou 12 milliards, soit 1% de la dette, que ce gouvernement va creuser en imposant pour 2006 un budget truqué. Le scandale est tel que, même à droite, certains protestent. Le rapporteur du budget à l'Assemblée Nationale, le député UMP Gilles Carrez, a mis en cause l'évaluation de la cession des parts de l'Etat dans les autoroutes, qu'il estime à deux fois le prix arrêté par Bercy. M. de Villepin a beau nous parler de « patriotisme économique », il se rend en fait coupable de haute trahison, car les dividendes des sociétés d'autoroute étaient destinés à financer de grands travaux qui conditionnent le développement de notre pays.

La déclaration commune des formations de gauche concerne les autoroutes, mais peut-on envisager un programme global de défense des services publics ?

Nous le souhaitons. Reconstruire, démocratiser et rénover les services publics : tel est l'objectif majeur de la Coordination Nationale de la Gauche Républicaine. Un rapport du Bureau International du Travail souligne que leur privatisation aggrave les conditions de vie des populations et augmente la misère et la précarité. Nous n'avons de cesse de le répéter : les services publics constituent le socle du projet républicain, et nous proposons à toute la gauche de les mettre au coeur de la campagne électorale de 2007.

(Suite interview)

La gauche doit affirmer avec force qu'elle renationalisera les services essentiels qui ont été ou sont en voie d'être privatisés, comme l'eau, le gaz ou l'électricité. Elle doit aussi s'engager à préserver ces services de la concurrence, afin de garantir l'égalité de leur accès à tous les citoyens.

Cette déclaration commune laisse-t-elle présager que la gauche puisse s'unir en vue de 2007 ?

Notre déclaration commune a le mérite de montrer que la gauche peut se rassembler, dans la diversité de ses composantes, pour défendre l'intérêt général contre la voracité du capital financier. Une autre leçon s'impose : soyons concrets et précis pour redonner crédibilité à notre action. A la CNGR, nous ne faisons pas mystère de notre volonté de voir la gauche s'unir autour d'un contrat de législature. C'est de cette perspective dont nous débattons lors des Assises de la Gauche Républicaine.

Cependant, le PS ne figure pas parmi les signataires ?

Nous le regrettons. J'avais espéré que le Parti Socialiste serait favorable à cette déclaration. En effet François Hollande, son Premier Secrétaire, m'ayant fait savoir par courrier qu'il mandatait Daniel Vaillant, Secrétaire National, pour nous répondre directement. Dans sa réponse, celui-ci, tout en marquant son intérêt pour cette initiative, nous a précisé «qu'une partie du texte pose problème au PS, celle où il est question de renationaliser sans délais ces sociétés d'autoroutes», et cela en raison «de l'état probable des finances publiques quand la gauche reviendra aux responsabilités». Mais l'état de nos finances ne peut que s'aggraver si l'Etat cède des entreprises qui lui rapportent de l'argent! Les hésitations du Parti Socialiste

sont donc surprenantes.

Nous n'avons pas à faire de cadeaux à ceux qui profitent de la grande braderie du bien commun. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons proposé que cette déclaration commune sur les autoroutes précise que la renationalisation se fera à un coût qui ne tiendra compte que de l'intérêt général. Les prédateurs doivent être prévenus, et notre avertissement peut les dissuader d'acquérir indûment une propriété nationale. Pour le reste, pourquoi ce qui a été possible en 1945 et en 1981 ne le serait-il plus en 2007 ? Quel que soit le coût des renationalisations et la façon de les financer, cet investissement sera absolument nécessaire pour refonder la République et assurer le bien-être de nos concitoyens...En tout cas, le PS ne retrouvera pas les faveurs de l'électorat de gauche s'il ne s'engage pas clairement pour la défense des services publics.

La déclaration appelle à multiplier les actions pour que le gouvernement retire son projet. Comment les envisagez-vous ?

Nous espérons que l'union crée une dynamique. Il faut faire connaître cette déclaration partout, et appeler nos concitoyens à signer une pétition de soutien (voir ci-dessous). La Gauche Républicaine s'efforcera, dans chaque localité, d'associer à cette campagne de signatures toutes les organisations politiques de gauche, sans exclusives. D'autre part, le 19 novembre, une manifestation unitaire aura lieu pour la défense des services publics. Il faut qu'elle soit un succès. Agir aujourd'hui pour faire échouer le projet de privatisation du gouvernement, c'est créer les conditions d'une victoire aux prochaines échéances électorales.

NON A LA PRIVATISATION DES AUTOROUTES Déclaration commune

D'ici à la fin de l'année, le gouvernement Villepin aura cédé près de vingt milliards d'euros de participations publiques dans plusieurs entreprises nationales. Les salariés qui se sont mobilisés massivement le 4 octobre ont, entre autres revendications, manifesté leur refus de cette grande braderie. Les privatisations n'allègeront qu'à la marge la dette de l'Etat ; en revanche, elles portent atteinte à l'égalité d'accès des citoyens aux services publics, et soumettant l'outil industriel à la logique financière, elles hypothèquent le développement de notre pays.

Il en est ainsi, en particulier, pour la cession des parts de l'Etat dans les sociétés d'autoroutes qui est UNE FORMIDABLE AUBAINE pour les grands groupes capitalistes. Car une fois remboursés les emprunts contractés pour la construction des infrastructures, les profits s'annoncent colossaux. A titre d'exemple, Autoroutes du Sud de la France a réalisé l'an dernier un

bénéfice net égal au quart de son chiffre d'affaires.

Les ressources nécessaires pour de grands travaux et en particulier pour le développement des infra-structures ferroviaires seront réduites d'autant.

Les organisations politiques signataires de cette déclaration condamnent fermement cette privatisation. Elles s'engagent solennellement à renationaliser sans délai ces sociétés d'autoroutes si demain la gauche est majoritaire à l'Assemblée Nationale, cette renationalisation se faisant à un coût qui ne tiendra compte que de l'intérêt général. Il ne serait pas acceptable que les futurs actionnaires réalisent une plus-value sur leur investissement, bien au contraire.

Elles conviennent de multiplier les actions pour exiger du gouvernement qu'il retire son projet de privatisation, afin que les sociétés d'autoroute demeurent sous le contrôle de l'Etat.

Pétition en ligne sur notre site: www.combatrepublicain.org

Pour faire échec à la braderie des services publics, nous soutenons la déclaration des partis de gauche contre la privatisation des sociétés d'autoroutes. Nous demandons le retrait immédiat du projet du gouvernement.